
**THE DIVORCE AND JUDICIAL SEPARATION
(MISCELLANEOUS PROVISIONS) ACT 2011**

Act No. 2 of 2011

I assent

SIR ANEROOD JUGNAUTH

President of the Republic

25th April 2011

ARRANGEMENT OF SECTIONS

Section

1. Short title
2. Code Civil Mauricien amended
3. Divorce and Judicial Separation Act amended
4. Divorce and Judicial Separation Regulations 1981 amended
5. Transitional provisions
6. Commencement

An Act

**To amend certain enactments relating to applications
for divorce or judicial separation**

ENACTED by the Parliament of Mauritius, as follows –

1. Short title

This Act may be cited as the Divorce and Judicial Separation (Miscellaneous Provisions) Act 2011.

2. Code Civil Mauricien amended

The Code Civil Mauricien is amended –

(a) by repealing article 229 and replacing it by the following article –

229. Le divorce peut être prononcé –

1° en cas de faute;

2° en cas de rupture de la vie commune;

- 3° en cas d'acceptation du principe de la rupture du mariage; ou
- 4° en cas de consentement mutuel.
- (b) in article 235, by deleting the word “cinq” and replacing it by the word “trois”;
- (c) by inserting, after article 238, the following new subsections and articles –

**III – DU DIVORCE PAR ACCEPTATION
DU PRINCIPE DE LA RUPTURE DU MARIAGE**

238-1. Le divorce peut être demandé par l'un des époux ou par les deux conjointement lorsqu'ils acceptent le principe de la rupture du mariage sans considération des faits à l'origine de celle-ci mais pas de ses effets ou conséquences.

Le divorce par acceptation du principe de la rupture du mariage ne peut être demandé au cours des vingt-quatre premiers mois du mariage.

238-2 Le juge auquel la demande est présentée, l'examine avec chacun des époux, puis les réunit.

Il s'assure que tous les efforts ont été faits pour tenter de les réconcilier.

S'il a acquis la conviction que la volonté de chacun des époux est réelle et que chacun d'eux a donné librement son accord, le juge prononce le divorce et statue sur ses conséquences.

IV – DU DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL

238-3. Le divorce peut être demandé conjointement par les époux lorsqu'ils s'entendent sur la rupture du mariage et ses effets, en soumettant à l'approbation du juge une convention réglant les conséquences du divorce.

La demande peut être logée, soit par les avoués respectifs des parties, soit par un avoué choisi d'un commun accord.

Le divorce par consentement mutuel ne peut être demandé au cours des vingt-quatre premiers mois du mariage.

238-4. Le juge auquel la demande est présentée, l'examine avec chacun des époux, puis les réunit. Il s'assure que tous les efforts ont été faits pour tenter de les réconcilier.

Le juge prononce le divorce s'il a acquis la conviction que la volonté de chacun des époux est réelle et que chacun d'eux a donné librement son accord.

Il homologue, par la même décision, la convention réglant les conséquences du divorce.

238-5. Le juge peut refuser l'homologation et ne pas prononcer le divorce s'il constate que la convention préserve insuffisamment les intérêts des enfants ou de l'un des époux.

Il peut aussi faire supprimer ou modifier les clauses de cette convention qui lui paraissent contraires à l'intérêt des enfants ou de l'un des époux.

Lorsque le divorce est prononcé et la convention homologuée, les époux donnent eux-mêmes effet aux conséquences du divorce réglées par la convention.

V – DES MODIFICATIONS DU FONDEMENT D'UNE DEMANDE EN DIVORCE

238-6. Les époux peuvent, à tout moment de la procédure, lorsque le divorce aura été demandé pour faute ou pour rupture de la vie commune, demander au juge de constater leur accord pour voir prononcer le divorce pour acceptation du principe de la rupture du mariage.

238-7. Les époux peuvent également, à tout moment de la procédure, lorsque le divorce aura été demandé pour faute, rupture de la vie commune ou acceptation du principe de la rupture du mariage, demander au juge de constater leur accord pour voir prononcer le divorce par consentement mutuel, en soumettant à son approbation une convention réglant les conséquences du divorce.

- (d) by repealing article 239 and replacing it by the following article –

239. A la suite d'une demande en divorce pour faute, rupture de la vie commune ou acceptation du principe de la rupture du mariage, le magistrat de district peut prendre, dès la requête initiale, toutes les mesures d'urgence qu'il estime nécessaires.

- (e) by repealing article 240 and replacing it by the following article –

240. Nonobstant les mesures d'urgence prises par le magistrat de district, le Juge en Chambre peut prendre toutes les mesures provisionnelles qu'il estime nécessaires pour assurer le bien-être des époux et celui des enfants jusqu'à la date à laquelle le jugement prend force de chose jugée. Le juge peut notamment –

- 1° statuer sur les modalités de la résidence séparée des époux;
- 2° attribuer à l'un d'eux la jouissance du logement et du mobilier du ménage ou partager entre eux cette jouissance, en précisant son caractère gratuit ou non et, le cas échéant, en constatant l'accord des époux sur le montant d'une indemnité d'occupation;
- 3° ordonner la remise des vêtements et objets personnels;

- 4° fixer la pension alimentaire et la provision pour frais d'instance que l'un des époux devra verser à son conjoint, désigner celui ou ceux des époux qui devront assurer le règlement provisoire de tout ou partie des dettes;
- 5° accorder à l'un des époux des provisions à valoir sur ses droits dans la liquidation du régime matrimonial si la situation le rend nécessaire;
- 6° statuer sur l'attribution de la jouissance ou de la gestion des biens communs ou indivis autres que ceux visés au paragraphe 2° ci-dessus, sous réserve des droits de chacun des époux dans la liquidation du régime matrimonial;
- 7° désigner tout professionnel qualifié en vue de dresser un inventaire estimatif ou de faire des propositions quant au règlement des intérêts pécuniaires des époux;
- 8° désigner un notaire en vue d'élaborer un projet de liquidation du régime matrimonial et de formation des lots à partager.

- (f) by repealing article 246 and replacing it by the following article –

246. Le jugement de divorce prend effet dans les rapports entre les époux, en ce qui concerne leurs biens –

- 1° lorsqu'il est prononcé par consentement mutuel, à la date de l'homologation de la convention réglant l'ensemble des conséquences du divorce, à moins que celle-ci n'en dispose autrement;

2° lorsqu'il est prononcé pour faute, rupture de la vie commune ou acceptation du principe de la rupture du mariage, à la date d'assignation.

A la demande de l'un des époux, le juge peut fixer les effets du jugement à la date à laquelle ils ont cessé de cohabiter et de collaborer.

(g) by inserting, after article 253, the following new articles –

253-1. Lorsque le divorce est prononcé par acceptation du principe de la rupture du mariage, chacun des époux peut révoquer tout ou partie des donations et avantages qu'il avait consentis à l'autre.

253-2. Lorsque le divorce est prononcé par consentement mutuel, les époux décident eux-mêmes du sort des donations et avantages qu'ils s'étaient consentis.

(h) by inserting, after article 262, the following new article –

262-1. En cas de divorce par consentement mutuel, les dispositions de la convention homologuée par le juge relatives à l'exercice de l'autorité parentale peuvent être révisées, pour motif grave, à la demande de l'un des époux ou du Ministère Public.

(i) by inserting, after article 279, the following new articles –

280. Dans tous les cas de séparation de corps, celle-ci peut être convertie en divorce par consentement mutuel.

Lorsque la séparation de corps a été prononcée par consentement mutuel, elle ne peut être convertie en divorce que par consentement mutuel.

281. Du fait de la conversion, la cause de la séparation de corps devient la cause du divorce et l'attribution des torts n'est pas modifiée.

Le juge règle les conséquences du divorce. Cependant, les prestations et pensions entre époux sont déterminées selon les règles propres au divorce.

3. Divorce and Judicial Separation Act amended

The Divorce and Judicial Separation Act is amended –

- (a) in section 5 –
 - (i) in subsection (1), by deleting the words “a petition shall set out” and replacing them by the words “a petition for divorce or judicial separation under article 230, 231, 235, 238-1 or 238-3 of the Code Civil Mauricien shall set out”;
 - (ii) in subsection (3) –
 - (A) by inserting, after paragraph (b), the following new paragraph –
 - (ba) in the case of a petition under article 238-1 of the Code Civil Mauricien, a statement that the parties accept that the marriage has broken down;
 - (B) in paragraph (c), by inserting, after the words “any agreement under” the words “article 238-3 of the Code Civil Mauricien or”;
- (b) in section 6 –
 - (i) in subsection (2), by deleting the words “Subject to subsection (3), the petitioner shall” and replacing them by the words “Except where a petition is lodged by the spouses jointly, the petitioner shall, subject to subsection (3),”;
 - (ii) in subsection (4), by inserting, after the word “petitioner”, the words “or petitioners, as the case may be”;

(iii) by adding, after subsection (4), the following new subsection –

(5) The Judge shall, in the case of a petition under article 238-1 or article 238-3 of the Code Civil Mauricien, go through the petition in the manner provided for in article 238-2 or article 238-4 of the Code Civil Mauricien, as the case may be.

(c) in section 7(2) –

(i) in paragraph (a)(iii), by deleting the words “for preliminary hearing by the Court on a day to be fixed by the Judge and notified to the respondent if he is in attendance” and replacing them by the words “for further proceedings in accordance with section 8”; and

(ii) in paragraph (c), by deleting the words “paragraph (a)” and replacing them by the words “paragraph (a)(iii)”;

(d) by repealing section 8 and replacing it by the following section –

8. Further proceedings

(1) The Judge shall, pursuant to section 7(2)(a)(iii) –

(a) in the case of a petition under article 238-1 or article 238-3 of the Code Civil Mauricien, fix the case for trial on a date determined by him;

(b) in every other case –

(i) where the respondent has indicated that the petition will not

be resisted, cause the case to be fixed for trial on a date determined by him;

- (ii) where the respondent was not present on the day fixed for presentation of the petition or was present and indicated that the petition is resisted, cause the matter to be mentioned before the Court on a date determined by him.

(2) Where the respondent was not present on the day fixed for presentation of the petition, the petitioner shall give not less than 15 days' notice to the respondent of the date fixed under subsection (1)(b)(ii).

(3) On the day fixed under subsection (1)(b)(ii), the respondent may –

- (a) admit the contents of the petition;
- (b) file his reasons of objection;
- (c) file a cross petition,

and the Court shall fix the case for trial.

- (4) (a) Where the Court has fixed a date for trial, either party shall, not later than 15 days before that date, give notice to the Court and to the other party of his list of witnesses.
- (b) Any respondent who intends to resist a petition shall, not later than 15 days before the date of trial, give notice to the petitioner of his objections.

- (e) by repealing section 9 and replacing it by the following section –

9. Provisional decree

Subject to section 11 –

- (a) in the case of a petition under article 238-1 or article 238-3 of the Code Civil Mauricien, where the Court is satisfied that the divorce should be pronounced, the Court shall grant a provisional decree;
- (b) in every other case, where the Court is satisfied that the petitioner has established his case or that both parties are to blame, the Court shall grant a provisional decree.

- (f) by repealing section 10 and replacing it by the following section –

10. Permanent decree

(1) Subject to subsection (2), a provisional decree shall become permanent 3 months after the provisional decree has been granted.

(2) Where a party wishes to object to a provisional decree becoming permanent, he shall, by way of motion, lodge and serve notice of his objection to the Court not later than 15 days before the expiry of the period specified in subsection (1).

- (g) in section 11 –

- (i) in the heading, by deleting the word “**permanent**” and replacing it by the word “**provisional**”;
- (ii) by deleting the words “make permanent” and replacing them by the word “grant”;

(h) by inserting, after section 11, the following new section –

11A. Conversion into permanent decree

(1) Subject to section 10(2), the Court shall, upon expiry of the 3 months specified in section 10(1), order that the provisional decree be made permanent.

(2) Where the Court makes an order under subsection (1), the Registrar shall issue a rule to that effect and notify the Registrar of Civil Status accordingly.

(3) Any interested party may, on application to the Registrar, obtain a certified true copy of the rule issued under subsection (2), which shall be evidence of the matters specified therein.

(i) in section 12, in subsection (2), by deleting the words “3 years” and replacing them by the words “2 years”;

(j) in section 15, by deleting the words “or an agreement made under section 14” and replacing them by the words “, an agreement made under section 14 or an agreement made under article 238-3 of the Code Civil Mauricien”;

(k) in section 21 –

(i) by repealing subsection (1) and replacing it by the following new subsection –

(1) The Chief Justice may make such regulations as he thinks fit for the purposes of this Act.

(ii) in subsection (2), by deleting the words “the Court” and replacing them by the words “the Chief Justice”.

4. Divorce and Judicial Separation Regulations 1981 amended

The Divorce and Judicial Separation Regulations 1981 are amended –

- (a) in regulation 3(2) –
 - (i) by deleting the words “A copy” and replacing them by the words “Except where a petition is lodged by the parties jointly, a copy”;
 - (ii) in paragraph (b), by deleting the words “section 5(3)(c), (d) and (e) of the Act” and replacing them by the words “section 5(3) of the Act, where applicable”;
- (b) in regulation 4(2), by inserting, after the word “shall”, the words “, where appropriate,”;
- (c) by revoking regulation 5;
- (d) in regulation 7, by inserting, after the words “an agreement under”, the words “article 238-3 of the Code Civil Mauricien or”;
- (e) by revoking the Schedule and replacing it by the Schedule to this Act.

5. Transitional provisions

(1) Any petition for divorce or judicial separation, or any application incidental to or consequential upon it, pending before the Supreme Court at the commencement of this Act shall be deemed to have been made under this Act.

(2) Any such petition or application shall be continued in accordance with this Act.

6. Commencement

This Act shall come into operation on a date to be fixed by Proclamation.

Passed by the National Assembly on the twenty second day of March two thousand and eleven.

Ram Ranjit Dowlutta

Clerk of the National Assembly

SCHEDULE
[Section 4(e)]

SCHEDULE

FORM A
[Regulation 3(1)]

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS

In the matter of:

Divorce I

*Petitioner**

ORDER Rs

v.*

*Respondent**

On the day of 20..... a petition was lodged
by Attorney to which was annexed –

- (a) a copy of the marriage certificate*
- (b) an affidavit in lieu of the marriage certificate*
- (c) a list of witnesses*
- (d) a statement under article 238-1 of the Code Civil Mauricien
that the parties accept that the marriage has broken down*
- (e) an agreement under article 238-3 of the Code Civil Mauricien
or section 14 of the Divorce and Judicial Separation Act *

- (f) a statement regarding arrangements for the welfare of children*
- (g) a statement specifying the matrimonial property regime applicable to the parties*

I fix the day of 20..... as the day on which the petition shall be presented to the Judge in Chambers.

Registry this day of 20.....

Registrar

* *Delete where appropriate*

FORM B
[Regulation 4(3)]

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS

In the matter of:
Divorce II

*Petitioner**

ORDER Rs

v.*

*Respondent**

On the day of 20..... a petition was presented to me by the petitioner* whose Attorney was present/and instructing of Counsel who was present/absent* and to which were annexed –

- (a) a copy of the marriage certificate*
- (b) an affidavit in lieu of the marriage certificate*
- (c) a list of witnesses*
- (d) a statement under article 238-1 of the Code Civil Mauricien that the parties accept that the marriage has broken down*
- (e) a copy of an agreement under article 238-3 of the Code Civil Mauricien or section 14 of the Divorce and Judicial Separation Act*
- (f) a statement regarding arrangements for the welfare of the children*

(g) a statement specifying the matrimonial property regime applicable to the parties*

The respondent left default/was present* on that day / the day of 20.....*

The respondent was represented by Attorney who was present/absent* and by* of Counsel who was present/absent*.

I am satisfied that proper efforts have been made to effect a reconciliation of the parties and order that the petition be set down for mention/trial* before the Supreme Court on the day of 20.....

This order shall be served on the respondent not later than 15 days before the day fixed for mention/trial* of the petition.

Chambers this day of 20.....

Judge

* Delete where appropriate